

badauds qui lèvent les yeux vers la façade du palais, « voici un échantillon de mon armée. »

Je me penche pour mieux voir. Les soldats défilent en bon ordre, leur chapeau empanaché de plumes de coq crânement incliné sur l'oreille, ni mieux ni plus mal que tous les soldats du monde. Quand la colonne qui monte vers la gare des *Termini* a disparu, le Duce me touche l'épaule :

— Eh bien, me dit-il, qu'en pensez-vous ?

J'essaie de trouver des éloges que l'usage n'ait pas trop banalisés :

— N'exagérons rien, interrompt Mussolini. J'admets bien qu'à la parade mes compatriotes en valent d'autres. Mais je ne saurais me satisfaire des apparences. Ces garçons ont peut-être du feu dans les yeux, comme disent les journaux, mais beaucoup moins dans le sang. A dire vrai, je n'ai pas encore réussi à insuffler à mon peuple un véritable esprit militaire.

Je m'en vais sur ces paroles, au moins surprenantes : Avez sincère d'une sorte d'échec, ou propos prémédité pour faire croire qu'il a des raisons personnelles de redouter la guerre ? Franchise ou hypocrisie ? Eternel dilemme des chefs d'Etat ! Je songe à Hitler que je vis à Munich dans un tout autre décor et sous un tout autre éclairage : Là-bas, un automate qui ne savait prononcer que des formules vagues, extraites d'une sorte de sottisier idéologique ; ici un homme bien vivant, raisonnable en apparence et non dépourvu de charme.

XIII

CHEZ LE PETIT CHANCELIER AUTRICHIEN

2 juin 1934 : Il devait y avoir un lien préétabli entre mon enquête auprès de Mussolini et les événements de plus en plus inquiétants dont Vienne est le théâtre. En effet, je suis revenu de Rome il n'y a pas beaucoup plus d'un mois, et Doumergue vient de me demander de donner une suite logique à mon voyage italien en allant en Autriche.

Cette fois, il est vrai, je n'aurai pas seulement à m'informer des opinions, avouées ou secrètes, d'un dictateur. J'aurai la mission, plus difficile, d'encourager le chef des monarchistes autrichiens, le chevalier de Wiesner et le chancelier Dollfuss à rétablir la dynastie des Habsbourgs dans les pays autrichiens, amputés de leurs anciennes possessions impériales. Cette restauration, même faite *in extremis*, n'aurait-elle pas l'avantage de rallier au parti de l'indépendance autrichienne les chrétiens-démocrates, monarchistes par tradition, et les socialistes qui accepteraient de renoncer à prôner l'*Anschluss* tant que l'Allemagne serait asservie à l'hitlérisme ? Cet accord conclu, il resterait, certes, à obtenir l'assentiment de la Petite-Entente, mais Doumergue croit savoir que Benès et Massarik, devant l'imminence du péril, n'hésiteraient plus à le donner.

J'ai donc mis Massis à contribution. Ses opinions royalistes, sa réputation de « défenseur de l'Occident », lui permettent de jouir d'un crédit assez grand auprès des deux personnages que je me propose de rencontrer.

6 juin : Je suis arrivé à Vienne, ce matin. Je me suis retrouvé avec plaisir dans cette ville où je me souviens d'avoir passé tant d'heures paisibles aux *Archives de la Cour de l'Etat* et à l'*Albertina*, la plus accueillante des bibliothèques européennes.

Dès le début de l'après-midi, je suis allé chez le chevalier de Wiesner.

Prenant par le plus long, à travers le quartier qu'enlace l'anneau de verdure du *Ring*, j'ai flâné d'abord dans les bosquets qui entourent la nouvelle Hofbourg, puis j'ai longé le parc du Belvédère, cœur de la vieille capitale, située aux limites de l'Occident, dont Metternich disait qu'elle touchait à l'Asie par la pointe extrême de son jardin.

Jetant à peine un regard sur le Burgtheater — la Comédie française de Vienne —, j'ai abouti enfin à une rue silencieuse où des chats dormaient sous les porches. J'ai gravi un escalier de pierre à double révolution. Je donne mon nom à une servante qui m'accueille avec le sourire doux et usé des Viennois d'origine. Une porte s'ouvre. M. de Wiesner me tend la main. Il est prévenu de ma visite. Son visage est grave, sa voix trahit une grande lassitude :

— Vous venez bien tard, me dit-il, en me faisant asseoir devant la fenêtre, calfeutrée de rideaux épais, qui étouffent la rumeur de la rue. Deux ans plus tôt tout eût été encore possible. Mais le monde nous a oubliés. On nous a laissés seuls, tête à tête avec un ennemi diabolique qui rêve d'exterminer tous les peuples libres et que vous-même vous redoutez d'affronter.

J'essaie de protester, de faire luire un espoir. Le retour de l'archiduc Otto à la Hofburg ne galvaniserait-il pas tous les partisans de l'indépendance de l'Autriche ? Et s'il se faisait avec le consentement de la Petite-Entente, ne signifierait-il pas la formation d'une coalition que les Etats occidentaux ne pourraient se dispenser d'appuyer ?

— Trop tard ! répète M. de Wiesner. L'ennemi est déjà dans la place. Il nous cerne, il nous coupe de nos alliés naturels. Si vous êtes ici aujourd'hui, ce n'est plus qu'avec sa permission, car il occupe déjà la majeure partie de nos postes-frontière. Si l'archiduc parvenait à franchir le barrage, à peine arrivé à Vienne, il serait arrêté ou frappé mortellement, car nous sommes au temps des assassins. Ni les Tchèques, ni les Yougoslaves ne bougeront ; ils ont trop peur d'attirer sur eux les repréailles d'Hitler... Quant à la France, je vous dirai

d'elle ce qu'en disait jadis le Polonais Kosziusko : Elle est trop loin, alors que l'Allemagne est proche, trop proche...

Je m'en vais sans rien trouver à lui objecter. Ma déception est grande. Le premier des deux personnages que j'avais mission d'interroger et d'encourager à l'action s'est dérobé. Je n'ai trouvé qu'un homme effondré, à bout de nerfs. Que va me dire le second ?

8 juin : 3 heures : Me voici devant le *Ballplatz* où se trouve la Chancellerie fédérale. La porte n'en est gardée que par deux hommes, en chemise grise, porteurs de l'emblème des *Heimwehren*, recrutés par Dollfuss pour étoffer la petite armée autrichienne. Mais dans le vestibule d'où part l'escalier d'honneur, d'autres hommes s'échelonnent sur les marches ; la plupart toutefois ne semblent pas être armés.

Au premier étage, un étrange remue-ménage : C'est un va-et-vient continu de portefaix, emportant tables et fauteuils, décrochant des tableaux de maîtres : La Chancellerie serait-elle sur le point de quitter Vienne pour se chercher un refuge plus sûr ? Mon étonnement est si manifeste que Dollfuss, à peine ai-je été introduit dans son cabinet, tient à me rassurer :

— Non, je ne déménage pas ; je mets seulement à l'abri des meubles et des objets d'art particulièrement précieux, car ils remontent à l'époque de Marie-Thérèse. Nous les transportons dans le Tyrol, à Zell-am-See, proche de Salzbourg, où le recrutement de nos *Heimwehren* se fait plus facilement qu'aillleurs. Au besoin, j'irai me retrancher dans ces montagnes, où Andréas Hofer tint jadis en échec Napoléon en personne. Hitler n'est pas plus redoutable que Napoléon...

Il parle vite, fiévreusement, allant et venant sans arrêt, tantôt mettant un tableau à hauteur de son œil, tantôt aidant les emballeurs à clouer une caisse. Je regarde ce petit homme au visage d'adolescent, aux yeux rieurs, dont les manches de chemise, retroussées jusqu'aux coudes laissent voir des bras musculeux, et l'idée me vient que j'assiste peut-être aux funérailles de l'Autriche :

— Où en étions-nous ? dit le chancelier en se passant la main sur le front d'où perlent des gouttes de sueur.

Je pose la question qui me brûle les lèvres depuis un moment :

— Monsieur le Chancelier, si vous étiez obligé de vous retirer dans le Tyrol, quand en reviendriez-vous et avec quels concours ?

— Avec celui de tous les bons Autrichiens qui veulent conserver non seulement leur indépendance, mais aussi maintenir cette civilisation *bénédictine*, si différente de la barbarie où se complaît le troisième Reich. Nous défendons à la fois le christianisme et la démocratie.

J'aborde alors un sujet brûlant :

— Serez-vous vraiment suivi ? dis-je d'une voix qui tremble un peu, car je crains de le froisser en doutant de sa réussite. Emile Fey, votre ministre de la Heimwehr, est-il vraiment décidé à engager toutes ses forces contre un complot nazi ? J'ai entendu dire, et je m'excuse de vous le répéter, qu'il n'est pas très sûr...

— Certains le prétendent dans mon entourage — Schuschnigg, en particulier — mais je crois qu'ils se trompent. Peut-être Fey est-il un peu timoré, mais il est incapable de me trahir... Du reste, pour beaucoup de raisons, je ne puis le remplacer... Et puis, voyez-vous, si un complot éclatait, il n'aurait pas été préparé par des nazis autrichiens, car ceux-ci appartiennent au groupe de Roehm, massacré sur l'ordre d'Hitler, au printemps dernier, lors de *la nuit des longs couteaux*. Nos nazis ont encore sur le cœur cet assassinat de leur chef...

— Soit, dis-je, mais les ouvriers socialistes ?...

Le regard de Dollfuss a vacillé. Je le sens troublé.

— Ne savez-vous pas, répond-il après un moment d'hésitation, que notre social-démocratie a cessé de vouloir l'Anschluss, du jour où la dictature hitlérienne a pris le pouvoir en Allemagne ? Il est vrai que...

Je n'insiste pas. Sans doute se souvient-il de cette journée néfaste de février dernier, où il a fait tirer au canon sur les quartiers populaires et des 300 morts qu'on a relevés.

J'en viens donc à l'objet propre de ma mission.

— Nous pensons, en France, que la restauration des Habsbourg pourrait consolider...

Je ne puis continuer. Dollfuss m'a coupé la parole :

— Consolider quoi ? s'écrie-t-il. Mon pouvoir ? Il aurait besoin d'un appui moins débile. Oh ! certes, si j'étais sûr que l'ancienne dynastie pourrait ranimer chez nous le sentiment national, je m'effacerais volontiers. Mais on a trop tardé. Ce n'est plus qu'une branche morte. Je préfère recourir à une force bien vivante ; je veux parler de la nouvelle Italie. Prochainement je verrai Mussolini. Il m'a invité dans sa propriété de Ricione. Ma femme fait déjà ses préparatifs de départ. J'irai

la rejoindre un peu plus tard. Je suis certain que je ne reviendrai pas sans avoir reçu de lui des assurances formelles...

Son ton s'est singulièrement raffermi. Visiblement l'espérance qu'il vient d'évoquer a ranimé son courage. Et c'est avec une nuance d'ironie, je crois le sentir, qu'il ajoute :

— Il serait bon que votre pays, de concert avec l'Angleterre, fasse aussi une déclaration pour prévenir le Führer que toute atteinte à notre indépendance sera considérée par les Alliés comme un *casus belli* car, de toute façon, cet imbroglio ne pourra être dénoué que par la force. Etes-vous décidés à passer aux actes, sans attendre d'y être contraints par un nouvel attentat ?

Je ne puis répondre que par un haussement d'épaules indécis. Je m'en vais lentement. Je ne me retourne que lorsque la porte est près de se refermer pour essayer de voir encore une fois le chancelier qui me salue de la main.

31 juillet : Mes pressentiments ne m'avaient pas trompé. L'attentat contre Dollfuss, qui, comme il le prévoyait, n'a pas été exécuté par les nazis autrichiens, mais par des tueurs venus du Reich, a réussi. Avant hier, j'ai été invité par la légation d'Autriche à un service solennel « pour le repos de l'âme de Monsieur Engelbert Dollfuss, Chancelier fédéral », assassiné cinq jours plus tôt (le 28 juillet).

A Notre-Dame où le cardinal Verdier a prononcé, d'une voix qui s'appliquait à rester neutre, un bref panégyrique du défunt, je n'ai vu que bien peu de parlementaires. A part Doumergue lui-même, aucun membre du gouvernement ne s'était dérangé. Durant l'office j'ai rêvé au destin du petit homme, au visage enfantin, dont le sacrifice ne sera peut-être pas inutile. Momentanément, en effet, le danger qui menaçait l'indépendance de l'Autriche est écarté. L'attentat dont il fut victime semble avoir provoqué le sursaut que je n'espérais plus...

L'orgue a poussé ses derniers soupirs. Sur le parvis de la cathédrale, écrasé de soleil, j'ai rejoint le président qui m'a fait monter dans sa voiture. Mais il a fallu attendre d'être arrivé avenue Foch pour qu'il se décide à parler :

— Nous avons pratiqué jusqu'ici la politique des occasions manquées. *Trop tard !* Il semble que ce soit là désormais la devise de la France.

Ces paroles, je ne sais pourquoi, m'ont paru un fâcheux présage pour la durée du gouvernement issu du 6 février.

23 septembre 1934 : L'été qui s'achève semble avoir apporté dans la vie politique une sorte de torpeur, dont on ne sait si elle a profité au gouvernement ou au contraire si elle lui a nui.

Un pessimisme qui va croissant me paraît pourtant s'emparer du président qui n'a voulu prendre que de courtes vacances à Tournefeuille, comme s'il redoutait qu'une absence, même brève, laisse le champ libre à ses adversaires avoués ou secrets, ces derniers étant d'ailleurs plus nombreux que les autres.

Ce qui l'inquiète surtout, c'est qu'on lui ait refusé la possibilité de remplir normalement sa mission, comme si, dès le début, des meneurs de jeu inconnus (je songe, quant à moi, à Laval), s'étaient ingéniés à le faire échouer.

Faisant allusion aux articles que j'ai publiés naguère dans la presse pour dénoncer cette sorte de conspiration, aussi mesquine dans son objet que dans ses moyens, le président m'a écrit aujourd'hui :

« Il est parfaitement vrai, que je n'ai auprès de moi aucun service organisé pour accomplir toute la besogne que j'ai accepté de faire, mais il m'aurait fallu du temps pour mettre sur pied l'organisation nécessaire, et je n'avais pas de temps à perdre. Il m'aurait fallu des crédits, et je ne voulais pas demander des crédits au moment où je tenais à réduire les dépenses. Mes anciens collaborateurs, au courant de mes méthodes de travail, m'assistent. En travaillant moi-même toute la journée, j'ai pu arriver, non sans fatigue — mais peu importe — à étaler momentanément. Cela ne pourra pas durer encore longtemps. Mais pour le moment, n'ayant ni crédits, ni locaux ⁽¹⁾ et ne pouvant encore avoir ni les uns ni les autres, je suis obligé de continuer comme j'ai commencé. »

Cette lettre m'a laissé soucieux : Elle m'a paru révéler chez le chef du gouvernement une lassitude et un découragement qui feront la partie belle à ceux qui estiment que le calme ayant été rétabli, après le tumulte angoissant du 6 février, les intrigues de couloirs peuvent sans grand danger reprendre comme devant.

(1) On sait, qu'étant président du conseil sans portefeuille, Doumergue ne percevait aucun traitement et n'avait pu se loger dans un bâtiment officiel.

26 novembre : C'en est fini de ce qu'on avait appelé « l'expérience Doumergue ». Mis en minorité devant l'Assemblée, le président a dû donner sa démission, à la grande joie de sa femme, mais non sans amertume de sa part.

Le coup qui l'a achevé, c'est l'attentat contre le roi Alexandre de Yougoslavie (qui a causé, également, la mort du ministre des Affaires Etrangères, Louis Barthou). Ont ainsi surgi, au grand jour, les défaillances de l'administration préfectorale et de la police. On les lui a imputées, alors qu'il était venu précisément pour y remédier...

Ainsi s'est terminée la seconde carrière du « sauveur » qui n'aura interrompu la décomposition de l'Etat que bien peu de temps.

Je l'ai accompagné, ce matin, à la gare d'Austerlitz. Il semblait accablé. Comme on avait tenu secrète l'heure de son départ, il n'y avait presque personne sur le quai. Seule, une vieille femme s'est approchée et lui a tendu silencieusement un bouquet de violettes.

J'ai jugé, quant à moi, qu'il n'a pas été beau joueur. Les appels indignés ou angoissés qu'il a multipliés à la radio, comme pour en appeler au peuple de son échec, m'ont paru autant de maladresses injustifiables. En politique, il ne faut jamais contester sa défaite.